



**Paris, vendredi 12 mars 2010**

### **Point sur l'élection présidentielle au Togo du 4 mars 2010**

L'élection s'est déroulée dans une atmosphère sereine sans incident majeur signalé à ce jour. Elle a fait suite à une campagne électorale libre et elle aussi sereine. Pour la 1ère fois, les candidats des différents partis ont pu mener campagne dans l'ensemble du pays et ont même échangé de manière cordiale des supports électoraux (tee-shirt, foulards, drapeaux...)

Les résultats annoncés par la CENI ont donné le Président sortant largement vainqueur (61%) contre son adversaire du parti historique de l'opposition (34%). Ces résultats ont immédiatement été contestés par l'opposition. Qu'en est-il ?

Selon les informations en provenance de nos partenaires, de contacts et d'organisations de la société civile, il semble que ces résultats annoncés traduisent bien la victoire du camp présidentiel. Une observation indépendante dans les deux grandes régions du Sud (**maritime et plateaux**), traditionnellement largement acquises à l'opposition, nous apprend que le vote et le dépouillement se sont déroulés sans incident et ont fait ressortir 3 phénomènes :

- Une abstention très importante dans ces régions : 50% environ de vote contre plus de 85% habituellement
- Un vote en faveur de l'UFC en forte baisse
- La montée du vote en faveur du RPT.

Ceci démontre la faible capacité de mobilisation de l'opposition dans ses propres bastions électoraux. La victoire du camp présidentiel est

probablement largement due aux faiblesses de l'opposition qui semble n'avoir pas mobilisé à l'occasion de l'inscription sur les listes électorales ni convaincu la population de voter pour elle.

Il est difficile en revanche de savoir ce qui s'est passé dans la partie Nord du pays. Des informations en provenance des observateurs de la Commission européenne ne semblent pas confirmer les accusations de l'opposition qui a accusé le régime d'avoir bourré les urnes et modifié les résultats issus du dépouillement. Mais, ces mêmes observateurs ont critiqué un ensemble de pratiques du gouvernement durant la période électorale. Il semble aussi que la région de la Kara, traditionnellement acquise au RPT, ait vu son corps électoral gonfler subitement à l'approche de l'élection.

On peut conclure que le Président Faure a été réélu facilement mais que les conditions de l'élection démontrent le caractère partial d'une partie de l'administration ainsi que la volonté du régime d'assurer la réélection à tout prix du Président Faure.

L'Union africaine, le médiateur de la crise togolaise, le Président Burkinabé Balise Compaoré, la CEDEAO et le Bénin ont confirmé la réélection du Président Faure. Il est possible qu'au-delà de la réalité électorale, ceux-ci aient voulu à la fois limiter les débordements attendus de l'opposition mais aussi envoyer un message à l'Union européenne et à la France de ne pas s'appesantir trop sur les controverses en cours.

Logiquement, l'opposition n'a pas voulu reconnaître les résultats annoncés par la Commission électorale et s'est engagée dans une stratégie de contestation dans la rue. Mais la rue semble ne plus soutenir l'opposition comme elle l'a fait en mainte occasion les années précédentes.

Actuellement, la police et la gendarmerie procèdent à de nombreuses arrestations sur les militants associatifs et des partis de l'opposition. Ils ont pris d'assaut un centre de compilation des données électorales de l'UFC en faisant croire à un complot de l'opposition pour trafiquer la sincérité de l'élection. Pourquoi tout ceci ?

Il est probable que le régime avait mis en place un dispositif pour « assurer » l'élection notamment sur la partie Nord du pays et qu'il tente d'éviter toute réclamation qui diminuerait significativement la crédibilité de cette élection. Il est probable que la bataille politique actuelle ne porte pas sur le résultat final mais sur le niveau de crédibilité du résultat.

Si la rue ne soutient pas l'opposition, comme tout laisse à penser, la situation devrait se normaliser rapidement et laisser la place à une recomposition du paysage politique

\* Une coalition d'ONG de la société civile togolaise (la CODEL) a mis en place une observation indépendante de cette élection dans tout le Togo. Le CCFD a financé un de ses partenaire membre de la CODEL chargé d'observer cette élection pour les deux régions du Sud : région Maritime et région des Plateaux.

Bruno Angsthelm

Chargé de mission Afrique au CCFD-Terre Solidaire